

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS  
Lausanne, Rue de la Gare 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 10 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1793

ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 16 novembre 1891.

### BULLETIN POLITIQUE

Le procès Livraghi-Cagnassi, commencé à Massauah le 28 octobre, touche à son terme. Peut-être nos lecteurs ont-ils oublié l'origine de l'affaire :

Lorsque, le 25 février 1885, les troupes italiennes commandées par le colonel Salletta, débarquèrent à Massauah, elles y trouvèrent établi, dans une installation relativement luxueuse, l'Arabe Moussa-el-Akkad, dont le nom rappelle le sinistre épisode des massacres d'Alexandrie. Le gouvernement égyptien l'avait interné à Massauah, où il n'avait pas tardé à acquiescer à une influence considérable sur les musulmans.

Sous la domination italienne, il sut si bien s'insinuer dans la confiance des gouverneurs de la colonie, que ceux-ci ne tardèrent pas à le considérer comme un ami précieux et à le nommer membre du tribunal mixte.

Pendant qu'on donnait ces preuves de confiance à Akkad, deux personnages venus d'Italie prenaient dans l'Erythrée une situation prépondérante : c'étaient les héros du procès actuel : Etiole Cagnassi, jusqu'alors avocat à Turin, et Darius Livraghi, lieutenant de gendarmerie.

Le premier n'est pas un inconnu à Lausanne. Il y a quelques années, il nous était venu, envoyé par une fabrique de bois de fusil du Piémont, pour tirer au clair ce qui se passait ici dans une maison rivale. Il entra en rapport avec divers avocats lausannois, qui ne tardèrent pas à être émerveillés de la souplesse de son esprit et de sa finesse de fouine. Au bout de quelques jours, il savait tout : il avait mis le nez dans des fraudes commises à la gare de Lausanne au préjudice de l'Union vaudoise du Crédit. Les événements financiers et judiciaires qui suivirent et qu'il est superflu de rappeler furent en grande partie l'œuvre de cet Etiole Cagnassi, qu'on juge actuellement à Massauah.

A Massauah Cagnassi ne fut pas moins adroit. Il sut à ce point gagner la faveur des généraux qui commandaient le corps expéditionnaire, qu'il ne tarda pas à jouer un rôle important. L'Erythrée devint pour lui une Californie. Livraghi entra en relations avec lui comme chef de la police locale et avec Akkad. Et ces trois personnages opérèrent en commun.

Les choses marchaient au mieux lorsque la division se mit entre Cagnassi et Akkad. Pourquoi ? A raison, paraît-il, de quelque entente prise dans laquelle Cagnassi avait des intérêts et qui fut desservie par l'Arabe. Il vint à l'esprit de Cagnassi de se débarrasser de ce dernier. On commença par le desservir auprès du commandant supérieur : on le représenta comme un musulman fanatique dont le cœur était dévoué aux ennemis des conquérants. Akkad tomba en disgrâce, mais sut se retourner. Il vint en Italie, se fit présenter aux plus hauts personnages et retourna à Massauah avec des recommandations puissantes.

Devenu de plus en plus gênant, Akkad — c'est du moins le récit de l'acte d'accusation, — fut condamné à disparaître.

Un jour, on saisit aux avant-postes de la colonie un Assaortin, porteur de lettres d'Akkad, renfermant les détails les plus circonstanciés de la situation militaire de Massauah.

Les lettres étant adressées à l'ennemi, le cas, sous le régime militaire, ne pouvait être que des plus graves. Akkad, soumis à une cour martiale, fut prestement condamné à mort, et il allait recevoir, comme traitre, douze balles dans le dos, lorsque de Rome arriva, d'abord un ordre de sursis, puis la grâce complète.

Que s'était-il passé ? M. Crispi avait été mis en éveil. Il avait commencé d'abord par montrer de la mauvaise volonté à autoriser le procès ; puis, avant de laisser exécuter la sentence, il avait demandé son avis au comte Salimbeni, alors en mission en Erythrée. Celui-ci s'était contenté de télégraphier ces simples paroles : « Ce procès est une infamie. »

A partir de ce moment, les choses prennent mauvaise tournure pour Cagnassi et Livraghi. On se préoccupe de leurs actes. On les accuse de complicité. On soupçonne qu'ils ont tramé la perte d'Akkad et fabriqué les lettres d'espionnage. L'air de Massauah ne leur est plus bon. Ils rentrent en Italie. Les rumeurs malveillantes les y suivent et prennent une telle autorité que la justice éprouve le besoin de mettre la main sur eux. Cagnassi est arrêté à Rome. Livraghi, pincé à Lugano dans les circonstances qu'on se rappelle, s'oppose par des moyens ingénieusement juridiques trouvés par son avocat M. Soldati, à la demande d'extradition. Mais le Tribunal fédéral décide à l'unanimité de le livrer à l'Italie.

A l'examen de la cause, les accusations s'étaient étendues. Il ne s'agissait plus seulement du fait d'Akkad. L'association Cagnassi-Livraghi se serait livrée à des assassinats multipliés. Cagnassi désignait les proies bonnes à être dépouillées. Livraghi et ses hommes exécutaient. On avait relevé sept disparus, victimes de la cupidité de Cagnassi et de la férocité de Livraghi.

Le carnage, dit un publiciste italien, était érigé en système de gouvernement. Beaucoup de bandes ont été décimées par ordre du général Baldissera. Livraghi n'a fait qu'appliquer à des individus, qui lui étaient signalés comme dangereux, ce que, pour raisons de guerre, le commandement militaire opérait sur une grande échelle. En toute cette histoire il semble qu'il y ait eu comme une sorte d'émulation entre ceux qui s'étaient chargés de porter la civilisation sur la terre d'Egypte.

L'instruction a été menée avec soin et les accusés ont été transportés à Massauah. Ils y sont soumis en ce moment au jugement d'une juridiction partie civile, partie militaire. Les débats se sont poursuivis avec cette lenteur et ces précautions qui sont le propre de la justice italienne.

Livraghi et Cagnassi étaient accusés d'avoir calomnié Akkad, d'avoir fait disparaître de leur autorité privée nombre de personnes, de s'être approprié, par spoliations, les biens de certains colons et indigènes.

L'Italie entière a suivi le développement du procès avec un intérêt passionné. Chaque jour, des télégrammes ont tenu la presse au courant des incidents de l'audience du matin et de celle du soir.

Aujourd'hui, il n'y a plus de doute ; les deux accusés vont être libérés. On se doute que Cagnassi avait adroitement machiné la procédure et préparé sa défense. Les témoignages ont été extrêmement favorables pour les deux Italiens, déplorables pour les accusés arabes. Le ministère public a plaidé samedi. Il a déclaré que l'affaire avait été exagérée par la presse, qui a entraîné l'opinion. Aujourd'hui les preuves manquent contre Cagnassi et

Livraghi. Le représentant de la loi conclut donc à la libération en faveur de ces deux personnages. Il requiert par contre diverses années de réclusion contre les comparses indigènes.

La cour suivra certainement le ministère public et rendra à la liberté les héros de cette cause célèbre.

### Les élections genevoises.

La liste démocratique l'a emporté de haute lutte, avec une majorité de quinze cents voix. Nous félicitons les libéraux genevois et le canton de Genève de ce beau succès.

Voici les chiffres du scrutin.

Sont élus :	
MM. Didier, E.	12,833
Fleuret, M.	12,393
Ador, G.	10,874
Dufour, J.-E.	10,822
Richard	7,784
Dunant	7,490
Boissonnas	7,562

Viennent ensuite : MM. Vautier, M., 7,358 ; Binder, E., 6,136 ; Fazy, H., 6,008 ; Patru, 2,067 ; Hérédier, 1,640 ; Egger, 590.

C'est donc la réélection du Conseil d'Etat sortant de charge, avec M. Vautier en moins : M. Vautier a siégé pendant trente années dans le gouvernement de Genève ; il s'y était un peu fatigué. La république gagnera donc à son remplacement par M. Didier, un administrateur dont les capacités sont reconnues de tout le monde et qui a sur M. Vautier cette autre supériorité de ne pas être l'homme d'une coterie.

M. Vautier doit d'ailleurs son licenciement à ses propres amis ; si le caucus du *Genevois* avait proposé la réélection pure et simple du Conseil d'Etat, ce que la plus élémentaire prudence lui commandait de faire, M. Vautier serait encore à l'hôtel de ville.

Devant la liste dissidente de MM. Hérédier et Patru, le parti radical ne pouvait pas espérer gagner des sièges. L'expérience de l'année dernière aurait dû lui servir : les mêmes causes devaient produire les mêmes effets. Affaire de calcul : mais le fort du *Genevois* n'est pas dans les chiffres. Il a une foi si robuste dans l'excellence de ses boniments électoraux qu'il en néglige les faits, la réalité, les additions, les soustractions surtout, bien plus éloquentes dans leur sobriété que les plus redondantes périodes oratoires. Au dernier moment, comme on se sentait perdu, on a recouru aux manœuvres : on a multiplié les listes. Il eût mieux valu multiplier les électeurs. Mais c'est plus difficile.

Au surplus, le Conseil d'Etat sortant de charge pouvait se présenter en toute sécurité devant les électeurs. Il a été pacificateur et libéral. Il a été laborieux et honnête, intelligent et économe des deniers publics ; il a peu parlé et beaucoup agi. C'est bien ce que le peuple lui avait demandé, car on est décidément las des bavards à Genève. Et pour cause. Ensuite que tous les dignes magistrats qui ont administré pendant les deux dernières années les affaires de la République avec sérieux ont été réélus, qu'ils fussent portés sur plusieurs listes ou sur une seule, y compris M. Boissonnas que le *Genevois* avait accusé, calomnié, vilipendé sans relâche pendant des mois consécutifs et que les électeurs viennent d'honorer en lui confirmant son mandat pour trois ans. C'est en effet pour trois années que le gou-

vernement, rajouté et renforcé, est élu. La première application de la loi sur la prolongation des pouvoirs publics se fait ainsi dans les meilleures conditions, avec un Conseil d'Etat entre les mains duquel les intérêts généraux prospéreront et qui pourra se vouer à sa haute mission avec d'autant plus d'entrain qu'un temps plus long lui est assuré pour bien faire.

Dans un discours qu'il a fait la semaine dernière dans un meeting électoral, M. Binder, candidat du *Genevois*, a constaté que depuis 1848 le parti libéral-démocratique n'avait détenu le pouvoir gouvernemental que durant huit années. Le peuple de Genève a trouvé que cela n'était pas suffisant : huit et trois vont faire onze.

Nous félicitons nos amis les démocrates de Genève de leur belle victoire ; elle est la victoire du bon sens, de la loyauté et du travail. Nous félicitons les électeurs genevois d'avoir si bien su choisir leurs magistrats. Nous félicitons les élus du réconfortant témoignage de confiance que le peuple genevois vient de leur donner et qu'ils ont si bien mérité ; ils y verront un encouragement à poursuivre dans la voie droite où ils marchent.

### Les listes.

Il n'a pas été lancé moins de onze listes différentes pour les élections d'Etat :

Liste démocratique,  
Liste radicale-libérale,  
Liste radicale-nationale,  
Liste indépendante, remplaçant sur la liste démocratique MM. Dufour et Fleuret par MM. Hérédier et Patru.

Liste nationale antiséparatiste, portant M. Didier, trois démocrates et trois dissidents.

Liste du maintien du Conseil d'Etat actuel.

Liste radicale de conciliation, dite de conciliation, parce qu'elle éliminait tous les candidats démocratiques.

Liste ouvrière, incomplète, avec les cinq noms radicaux de la liste du *Genevois*.

Liste radicale progressiste, identique à la liste radicale-libérale, sauf les noms de MM. Patru et Hérédier substitués à ceux de MM. Fleuret et Ador.

Liste de représentation proportionnelle, ainsi nommée parce qu'elle éliminait tous les candidats démocratiques sauf MM. Ador et Dufour, dont l'élection était assurée.

Liste catholique romaine patriote, destinée à appuyer les candidatures de MM. Vautier et Fazy.

La liste radicale de conciliation, la liste radicale progressiste, la liste de représentation proportionnelle et la liste catholique romaine patriote sortent des mêmes presses et sont composées en caractères identiques. Cette dernière liste émanait du groupe fantôme des « catholiques non subventionnés ».

La manœuvre n'a pas eu le résultat qu'on en attendait. Les électeurs genevois sont moins naïfs ou moins distraits que certains gens ne le supposent, dit le *Journal de Genève*.

### Les battus.

Le *Genevois* est décidé à ne rien oublier et à ne rien apprendre.

Il a gardé toute sa fatuité. Lisez plutôt :

Le parti radical-libéral luttant seul dans les conditions les plus désavantageuses contre la plus immorale des coalitions a succombé. Il fallait s'y attendre. Nos adversaires avaient pour eux les situations et les intérêts. Mais nous avons le sentiment précis que c'est la dernière de nos défaites. C'est encore une fois la minorité qui triomphe. Nous n'aurons dans notre gouvernement aucune idée directrice, aucun principe dominant. Le pays ne peut vivre et marcher dans ces conditions.

Ce sont encore les dissidents, qui, affichant les idées les plus opposées au conservatisme du *Journal* et à l'ultramontanisme du *Courrier*, ont fait pencher la

balance en faveur du *Courrier* et du *Journal*. Triste victoire de la haine et des rivalités personnelles, qui ne peut pas, c'est notre conviction, avoir de lendemain.

M. Vautier a 7358 voix, plus que la majorité absolue. Le peuple reste indigné de l'exclusion imméritée de ce citoyen si dévoué, dont les services ne se comptent pas.

Nous avons succombé, un contre trois et même quatre. Nous restons le parti le plus puissant du canton, le seul homogène.

Rendez-vous à demain pour l'élection de la Constituante ; il s'agira alors des principes fondamentaux de notre existence nationale, et les questions de personnes passeront à l'arrière-plan.

Les manœuvres de la dernière heure et les listes perfides n'auront plus libre jeu.

Vous avez profité des équivoques créées par vous et que deux ans n'ont pas suffi à dissiper. MM. les « démocrates », nous nous chargeons de vous mettre au pied du mur.

Le *Genevois* espère sans doute faire meilleure figure quand il n'aura plus besoin de fournir des noms et des hommes et pourra se tirer d'affaire avec des phrases. Il est passé maître, en effet, dans l'art de parler pour ne rien dire, mais cela aussi s'use à la longue.

### Le testament du prince Napoléon.

Nous avons mis sous les yeux de nos lecteurs la polémique des journaux genevois au sujet du testament du prince Napoléon, inscrit au registre des testaments du greffe du tribunal de Genève et publié par le *Figaro*, ensuite d'une indiscretion dont on n'a pas encore la clef.

Le *Journal de Genève* a constaté que, contrairement à la pratique constante, la communication du registre avait été refusée aux avocats, et cela sur l'ordre exprès du président du tribunal, M. Binder.

Le *Genevois* a avoué le fait. Il a ajouté même ce détail que M. Raisin, avocat du consulat de France, n'avait pu avoir communication du testament.

Le *Journal de Genève* a ajouté qu'une seule exception avait été faite, et cela encore sur l'ordre exprès du président du tribunal, en faveur du département de justice et police.

Le *Genevois* a confirmé le fait, mais il a ajouté que la copie remise au département était destinée au Conseil fédéral.

Or on mande de Berne au *Journal de Genève* :

Les chefs des départements fédéraux des affaires étrangères et de justice et police contestent l'un et l'autre que le Conseil fédéral ait demandé au Conseil d'Etat de Genève copie du testament du prince Jérôme Napoléon et qu'il en ait été envoyé une. L'ambassade de France avait bien réservé les droits de la République et demandé à être représentée à la levée des scellés. Mais elle n'a pas même donné suite à cette affaire. Quant au testament, elle n'avait rien demandé. Le Conseil fédéral n'avait aucune raison pour en demander communication et ne l'a pas fait.

Ainsi, le *Genevois* affirme que la copie demandée par le département de justice et police était destinée au Conseil fédéral. Le Conseil fédéral nie l'avoir jamais demandée ni reçue. Cela devient de plus en plus obscur.

### Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 15 novembre.

L'entrée de M. Lafargue. — Est-il Français ? — La discussion du budget. — L'interpellation sur la politique générale. — Une chasse à Rambouillet. — La Bourse.

M. Lafargue a fait hier son entrée à la Chambre, avec une solennité qui a paru un peu prétentieuse. Arrivant au Palais-Bourbon avec MM. Jules Guesde et Camillelun, il y a été reçu par les députés socialistes, MM. Millerand, Cluseret, Baudin et quelques autres, et le vainqueur de l'élection de Lille a traversé le salon de la Paix avec toute une escorte, à l'instar de M. Floquet.

maternelle.

— Nous sommes mal parties, dit-elle en souriant ; de ce train-là, nous arriverons difficilement à nous comprendre l'une et l'autre ; il vaut mieux tout recommencer du commencement, voulez-vous ? Nous disons donc que M. Bellet vous a demandé votre main ? et que vous ne lui avez pas dit non. Il vous plaît donc ?

— Sans doute ! répondit Lina en détournant la tête. Sur la terrasse elle apercevait le dos de M. Vallencour, occupé à lire son journal, et cette vue ne lui inspirait que l'appéhension de voir entrer dans la lice un second adversaire.

— S'il vous plaît, c'est fort bien, ma chère enfant ; on n'a rien de plus à lui demander. C'est à nous, — à M. Vallencour, veux-je dire, car lui seul est investi de pouvoirs ; moi, je ne suis rien qu'une amie, — c'est à votre tuteur de faire le reste, c'est-à-dire de prendre les informations nécessaires, afin de s'assurer que votre prétendant est réellement digne de vous, comme il le paraît.

Cette dernière phrase, si courte qu'elle fut, eut considérablement à la bonne dame, qui trouvait Bellet déplaçant de toute façon ; mais c'était un sacrifice à la diplomatie, et elle l'accomplissait consciencieusement.

Mlle Lemartroy n'apprécia aucunement cet effort. C'est peut-être prendre beaucoup de peine, dit-elle d'un ton hautain. La réputation de M. Bellet n'a jamais été ébranlée, que je sache...

— Ma mignonne, interrompit Mme Vallencour, les jeunes filles ne savent pas tout ; c'est à nous autres de faire ce que ferait votre père si il vivait ; nous n'avons d'autre tâche ni d'autre désir que de le remplacer, et nous le ferons de notre mieux, soyez-en sûre. Comme votre père, nous ne souhaitons que votre bonheur ; mais le bonheur ne va pas sans la considération, et si vous quittez le nom que vous portez, il faut que ce soit pour un nom aussi digne.

(A suivre)

### FEUILLETON DE LA GAZETTE

15

## L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

### XIII

Lina passa une nuit singulière, telle qu'elle n'en avait jamais connue. Une sorte de fièvre, qui la tenait éveillée, lui fit, quelques heures après, ouvrir la fenêtre pour respirer, peut-être pour retrouver la magie du tableau où elle avait tenu une si grande place.

La lune jetait une clarté froide sur la mer, la brume s'était envolée, rien n'était plus mouleux ni enveloppé, mais au contraire, sec et dur ; les vagues roulaient des paillettes semblables à des éclats de cristal brisé, le vent soufflait du nord-ouest.

Lina ferma sa fenêtre et essaya de rentrer en elle-même.

S'était-elle vraiment engagée ? Avait-elle imprudemment livré sa vie à cet homme, sans savoir si elle l'aimait ?

Le souvenir de la musique passionnée, des voix mariées, de la clarté exquise dont elle s'était vue baignée, lui revenait avec une douceur envivante. Oui, les paroles d'Aristide lui avaient semblé douces et flatteuses... ce serait une chose à tenter que de faire éclore le génie dans une atmosphère de luxe et d'art...

L'amour-propre de Lina se sentait doucement chatouillé à la pensée que ce mari lui devrait sa fortune. Ignorante de la vie réelle, grâce à l'affection unique, absolue, qui lui avait fait préférer à tout la société de son père, elle se figurait aisément qu'un homme enrichi par elle lui serait reconnaissant.

Pourquoi pas ? A l'âme fière et noble de Lina, la reconnaissance n'avait jamais pesé. Elle se rappelait à cette heure, avec une tendresse émue, les paroles ré-

confortantes de la vieille cuisinière, son unique soutien, au moment où elle avait compris l'affreux malheur qui la rendait orpheline. Lina n'avait jamais ressenti de hauteur vis-à-vis des humbles ; au contraire, elle les aimait, les trouvant à plaindre et les croyant bons.

Et son orgueil n'était pas froissé non plus à la pensée que son mari lui devrait tout ; elle n'éprouvait aucun sentiment d'humiliation à savoir qu'il n'appartenait pas à la même classe sociale ; n'avait-il pas dit qu'il deviendrait illustre ?

Chez un fonctionnaire, elle n'eût pas admis une telle infériorité ; nul gratte-papier de ministère n'aurait pu lui parler de la sorte, mais un poète était en dehors des conventions ordinaires.

On a beau être une jeune fille parfaitement bien élevée, il est toujours flatteur d'être célébrée en vers : la poésie établissait entre elle et Bellet un pont fragile, semblable à l'arc-en-ciel, et sur ce pont, il pouvait se hasarder, pourvu qu'il n'approchât pas trop près.

Elle s'endormit un peu avant l'aube, sans avoir rien décidé vis-à-vis d'elle-même, très lasse, énermée et excitée à la fois, dans un état d'esprit qui n'était pas sans charme, mais où elle se sentait plus impressionnable que jamais.

A son réveil, le grand jour lui vicia désagréablement les yeux, les bruits de la vie la choquèrent. D'abord, elle n'avait pas assez dormi, et puis elle eût voulu prolonger l'acalmie, afin d'avoir plus de temps devant elle. La loyauté de sa nature lui interdisait tout ce qui eût ressemblé à la cachotterie ; elle devait parler le jour même à Mme Vallencour de l'entretien de la veillée, et la nécessité de prendre un parti sur-le-champ lui rendait la tâche pénible.

Elle s'habilla sans hâte et descendit, d'un pas plus lent que de coutume, prendre place au repas matinal.

M. Vallencour, averti par sa femme, avait déjà disparu, afin de laisser plus d'intimité au tête-à-tête ; il n'était pas bien loin cependant ; à portée de la voix, il

lisait un journal sur la terrasse, devant le chalet.

Dès le premier regard jeté sur Lina, Mme Vallencour comprit que la journée serait orageuse ; certain petit pli entre les sourcils indiquait une tension d'esprit, qu'elle avait appris à connaître et à redouter.

Si parfaite que soit une éducation, si correcte que soit une jeune fille, un an et plus ne sauraient s'écouler sans petits différends entre elle et ceux qui ont charge de la chaperonner. En toute rencontre Lina avait été, par un sentiment de politesse très naturel, n'était-elle pas l'hôte, en réalité, de ces excellents gens, et comme telle n'était-il pas de son devoir de les rendre aussi heureux que possible ?

Mais un tel esprit de conciliation ne va pas sans de petites manifestations involontaires de déplaisir ou d'ennui. Jusqu'alors Mlle Lemartroy n'avait résisté que juste autant qu'il le fallait pour faire apprécier la valeur des concessions ; la résistance avait existé cependant, et Mme Vallencour s'était souvent demandé ce qui arriverait le jour où le sentiment des convenances deviendrait moins fort chez Lina que son instinct d'opposition.

A voir entrer la jeune fille dans la salle à manger par cette matinée d'août, elle comprit qu'elle ne serait plus bien longtemps sans le savoir.

Etes-vous remise de votre fatigue, mignonne ?

— Je demande-t-elle en lui offrant une tasse de thé.

— Je vous remercie, je vais très bien, répondit Lina avec un sourire, mais sans regarder sa tuteur.

Elle se hâta de boire le liquide ambré, et mit sa tasse de côté d'un air délibéré.

— Chère madame, fit-elle, sans se donner le temps de se reprendre, j'ai quelque chose à vous dire.

La phrase était prévue, pourtant Mme Vallencour sentit un petit frisson lui passer entre les épaules. Elle avait envisagé le moment où la question du mariage se poserait, mais fallait-il que ce fut Lina elle-même... Comme elle n'y pouvait rien, elle écouta, s'armant de courage.



Dans la salle des séances, quelques rares personnes ont tenté d'applaudir. Le nouveau député a pris la place de M. Thivrier, momentanément absent, à la quatrième travée de gauche. Ses amis se sont empressés de tenir avec lui un petit conciliabule, dont le résultat a été de démentir le bruit d'une prochaine demande d'interpellation. Au lieu d'interpeller, M. Lafargue se borna à déposer une proposition d'amnistie, mais il faut d'abord que son élection soit validée, et à cet égard il vient de surgir un incident qui a bientôt fait l'objet de toutes les conversations.

Le jour a publié hier le texte d'une protestation adressée à M. Floquet par un groupe d'électeurs de Lille. Au dire de ceux-ci, M. Lafargue n'est pas Français, preuve en soit un arrêté d'expulsion pris en 1871 par le préfet de Bordeaux, alors que l'agitateur se livrait dans cette ville à une active propagande socialiste. Au premier abord on a cru à une mystification, mais le président de la Chambre a bien reçu la pièce en question. Reste à savoir si ses allégations sont exactes.

Les reporters qui se sont employés à élucider la question, en allant interroger soit M. Lafargue, soit d'autres personnes, ne l'ont pas entièrement élucidée. Le député de Lille est né en 1842 à Cuba, c'est un fait acquis, mais on n'a pas démontré que ce ne fût pas d'un père français. Rentré en France, il n'a fait aucun service militaire et en 1870, entre autres, il n'a pas porté les armes contre l'Allemagne. Mais M. Lafargue explique qu'il avait usé de la faculté de remplacement, autorisée par la loi à l'époque où il a dû tirer au sort.

Quant à l'arrêté d'expulsion, il en nie absolument l'existence, en ajoutant qu'au contraire des poursuites avaient été commencées contre lui à Bordeaux, qu'il passa la frontière et qu'une demande d'extradition fut adressée au gouvernement de Madrid, ce qui n'aurait pas été possible pour un sujet espagnol.

Les adversaires de M. Lafargue prétendent en effet que c'est à cette nationalité qu'il se rattache, et que son vrai nom est Fonteca. Son père se serait appelé Paul Fonseca dit Lafargue. C'est au septième bureau de la Chambre, ou à la sous-commission que celui-ci nommera demain, qu'il appartient de faire une enquête pour découvrir de quel côté est la vérité.

La Chambre a terminé hier la discussion du budget des beaux-arts et abordé celui de l'agriculture. Le ministre a de nouveau promis de faire tout son possible pour avancer la question de la reconstruction de l'Opéra-Comique, mais il paraît qu'on n'est pas encore fixé sur le choix d'un projet. On a repoussé à une assez forte majorité le principe d'une subvention à certains théâtres de province, dont la proposition avait été faite un peu comme une revanche contre le maintien de la subvention de l'Opéra.

La question de l'interpellation sur la politique générale passe un peu au second plan. Les radicaux n'ont plus grande confiance dans le succès d'une campagne contre le ministère. M. Camille Pelletan déclare, dans la Justice, que mieux vaut continuer à discuter le budget que de se livrer à un passe-temps inutile.

Avant-hier une grande chasse a eu lieu à Rambouillet en l'honneur des grands ducs de Russie. M. Carnot et ses invités ont abattu en quelques heures douze cents pièces de gibier, dont un millier de faisans. A Rambouillet la population a fait une chaleureuse ovation aux altesses impériales, en réclamant l'hymne russe et en poussant de nombreux cris de : Vive la Russie ! A la gare Saint-Lazare il n'y avait pas eu de manifestation analogue, l'accès du quai ayant été interdit au public au moment du départ du train spécial.

A la Bourse, la semaine finit mal. La reprise momentanée avait fait place à une nouvelle hésitation, puis hier la baisse a repris franchement le dessus. Les mauvaises nouvelles des places étrangères, de Berlin surtout, ont été largement exploitées par les vendeurs pour propager la panique.

Les rentes françaises, qui avaient le mieux résisté jusqu'ici, ont été elles-mêmes atteintes. Les bulletins financiers commencent à réclamer hautement l'intervention de la haute banque pour faire cesser une situation qu'aucune inquiétude politique ne justifie.

## Lettre d'Espagne.

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 13 novembre.

Notre marine. — La crise économique.

Le télégraphe vous a déjà annoncé le duel qui a eu lieu entre le général Béranger, ministre de la marine, et M. Juares de Figueroa, à la suite de quelques articles très vifs du *Resumen*.

Sans compter un budget extraordinaire de 225 millions, l'Espagne dépense annuellement 60 millions pour sa marine. En dix ans elle a dépensé 603 1/2 millions et le gouvernement a encore sous la main 170 millions destinés à disparaître dans ce gouffre. Nous sommes cependant sans flotte, alors que la flotte italienne tout entière n'a coûté que 337 millions.

Nous traversons une crise économique dont il est difficile de prévoir l'issue. La Banque d'Espagne, dont les actions étaient montées à 425 et qui depuis cinq ans donnait le 20 0/0 de dividende à ses actionnaires, vient de perdre 75 centiers en peu de jours. Cette Banque, qui en 1874 obtint un privilège exclusif pour trente ans à absorber le crédit de l'Etat et son Trésor. Elle possède en portefeuille plus de 500 millions de la dette amortissable, émission de 1881. En 1888, on a exigé d'elle, pour cinq ans, une avance de 165 millions et on lui remit le monopole de la monnaie métallique. En juillet dernier, son privilège a été prorogé ; une plus grande faculté d'émission lui a été accordée et on lui a demandé de verser dans l'espace de trois ans 450 millions, remboursables au bout de trente ans. De cette façon, le Trésor doit à la Banque plus de 650 millions, payables à diverses échéances, outre un compte-courant d'avances, de 100 millions environ, soit, à peu de chose près, l'équivalent des billets émis. En faisant de nouvelles émissions,

la Banque devait augmenter proportionnellement son fonds en espèces, mais tandis qu'en Angleterre la proportion de la couverture métallique — or et argent en caisse — aux billets en circulation est de 87 et en France de 84 0/0, en Espagne elle est seulement de 30 1/2 0/0, c'est-à-dire, bien moins encore que ce qu'exige la loi imprudente du 15 juillet dernier. Il aurait fallu être plus cinquantenaire et tâcher de restreindre les prêts sur des effets publics en élevant l'escompte pour défendre ces réserves, puisque ce sont ces prêts, ainsi que les avances au Trésor, qui ont amené l'excès de circulation fiduciaire. La Banque a refusé de le faire. Comme elle a accaparé tout l'or du pays, le change sur Paris s'est élevé à plus du 13 0/0.

Nos commerçants réclament. On a beau leur dire que cela vient de ce que l'exportation est inférieure à l'importation, que depuis deux mois la place de Madrid achète courageusement toute la rente Extérieure qui lui pleut de l'étranger et doit envoyer l'argent en espèces, etc., etc., cela ne les satisfait pas, et avec raison, car il y a d'autres causes, il y a l'imprévoyance d'une banque qui, ayant emprunté 500 millions en or, et devant les rendre prochainement, ne s'en est pas inquiétée, n'a pas pris ses mesures, ne s'est pas procuré de l'or, il y a quelques mois, alors qu'il était à bon marché.

La Banque a pourtant voulu rendre service au commerce et dans ce but elle a offert avant-hier de baisser le change en vendant elle-même les francs à 11 0/0, alors qu'ils allaient dans le marché beaucoup plus cher. L'offre de la Banque étant limitée et n'égalant pas la demande, des gens avisés achetèrent à la Banque des francs à 11 0/0 qu'ils revendirent ensuite à la Bourse à 12,50 !

Le chef du cabinet parle sérieusement d'exiger de la banque qu'elle se conforme aux lois. Que ne l'a-t-il fait plus tôt ! Il veut aussi obliger à mettre l'or monnayé en circulation. La banque refuse et je ne sais en effet si le moment serait bien choisi et si l'or n'émigrerait pas. La banque menacée, menace à son tour d'user de représailles et de jeter sur le marché les titres de l'Etat. Tout cela est bien naïf, car un même toit les abrite. La bonne entente s'impose ; d'ailleurs M. Canovas n'a-t-il pas commis la faute de parler de force courcé à une commission des chambres de commerce ?

La crise économique peut conduire à une crise politique. Le parti libéral se dispose à prendre le gouvernement accusant d'incapacité les conservateurs. D'aucuns assurent aussi que la banque Rothschild, créancière, aime mieux avoir à faire à M. Sagasta avec M. Venancio Gonzalez comme ministre des finances, et pensent en conséquence qu'un simple changement de cabinet apaiserait immédiatement toutes les difficultés. D'autres, au contraire, affirment que la banque Rothschild veut avant tout des garanties, qu'elle a eu en vue une bonne opération à faire et qu'il ne serait pas impossible qu'elle demandât en gage les mines de mercure d'Almaden, les salines de Torre Vieja ou les titres amortissables que la Banque d'Espagne détient, qui encombrant son portefeuille et dont elle n'a jamais voulu se défaire. Ce qu'il y a de plus clair c'est qu'il faut que la banque réduise l'émission des billets, élève le taux de l'escompte et surtout mobilise son portefeuille. Si le moment n'est pas propice pour vendre les titres de l'Etat et s'il faut le faire avec prudence pour que le marché ne s'en ressent pas, elle pourrait toujours emprunter du numéraire. De son côté, le gouvernement doit réduire les frais généraux de l'Etat, arriver à équilibrer le budget. Des personnes bien renseignées d'ordinaire disaient hier que M. Canovas, dès que les Chambres seront ouvertes, demandera des mesures radicales, des économies sérieuses telles que la suppression des crédits pour la flotte, des subventions aux chemins de fer, etc...

L'Espagne, de l'aveu de tous les partis, n'a jamais été si riche, n'a jamais produit autant. Il nous faut de bons administrateurs, c'est notre plainte quotidienne, mais on oublie qu'il faut aussi des gens qui se laissent bien administrer. Tout le monde réclame des économies, mais on veut toujours qu'elles se fassent aux dépens du voisin.

D'après les dernières dépêches, le conseil des ministres, présidé par M. Canovas, a pris les résolutions suivantes :

- 1° Ne pas augmenter la dette flottante que la Banque d'Espagne a avec le Trésor ;
- 2° Rechercher les moyens de faire rentrer dans les caisses de la Banque les prêts faits au Trésor ;
- 3° Donner des facilités à la Banque pour lui permettre d'acquiescer des encaisses métalliques.

## NOUVELLES POLITIQUES

— La famille royale italienne a reçu hier à Palerme un accueil enthousiaste. Les voitures de la cour étaient escortées par d'anciens garibaldiens portant la chemise rouge. La foule était si compacte sur le passage du cortège que quelques garibaldiens ont été bousculés et poussés sous les roues. Il y a eu plusieurs blessés.

— Par mesure d'économie, le Portugal supprime ses légations à Berne, Stockholm, Tanger et Buenos-Ayres, qui seront désormais gérées par des charges d'affaires. Les ministres plénipotentiaires à la Haye et à Washington seront remplacés par des résidents. Les consulats de Maranhão, Gibraltar, Tokio, Banana, Zanzibar, Anvers, Riga et Stettin seront supprimés. Seront également supprimés les consulats de Londres, Paris, Berlin et Madrid, dont les services respectifs seront rattachés aux légations de ces capitales. On évalue à 20 0/0 l'économie réalisée de ce chef sur le budget des dépenses diplomatiques et consulaires.

— Le conseil municipal de Strasbourg a été convoqué vendredi soir en séance extraordinaire pour assister à la remise officielle, par le préfet, de la chaîne d'or avec médaille, accordée au maire immigré allemand de la ville, M. Back, par l'empereur d'Allemagne, lors de son dernier voyage en Alsace. Cette chaîne, de la valeur de 15,000 francs, est l'œuvre d'artistes strasbourgeois. L'empereur a décidé qu'elle restera la propriété des maires de Strasbourg.

— Nouveau grand discours ministériel : le comte Kaloky, devant la commission des affaires étrangères de la délégation hongroise, a fait samedi un ex-

posé détaillé de la situation extérieure de la monarchie. Ses déclarations confirment, en accentuant la note rassurante, celles que l'empereur a faites mercredi dernier, en recevant les délégations. Elles portent, en outre, que les traités renouvelant la triple alliance n'ont pas modifié d'une manière appréciable les engagements primitifs des trois puissances alliées, que le voyage de Guillaume II en Angleterre n'a rien changé à la nature des relations existant entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et que, lors de l'entrevue entre MM. de Giers et de Rudini, il ne s'est rien passé qui pût porter le moindre ombrage à l'Autriche.

— Le congrès de la paix, à Rome, a cherché samedi le moyen de rendre plus pacifique l'influence de la presse et d'empêcher les journaux de semer la discorde et la haine entre les nations. Il s'est occupé également d'inculquer des principes de fraternité aux enfants des écoles et aux jeunes gens des universités. Diverses solutions ont été proposées à ces graves questions et adoptées. Il est à craindre qu'elles n'aient pas une influence pratique immédiate.

— Une élection au Parlement du Royaume-Uni, vient d'avoir lieu dans la circonscription de South Molton, au sud du comté de Devon. C'est une nouvelle victoire pour le *home rule*. En 1885, ce district nommait un libéral, le vicomte Lynton ; en 1886, il l'éliminait au profit d'un unioniste, le vicomte de Devonport, qui fut battu par le libéral, car le vicomte effarouché par la politique irlandaise de M. Gladstone, s'était joint aux unionistes dissidents, et ses électeurs paraissent avoir accompli la même évolution. Ils viennent de réviser ce jugement. Le vicomte Lynton a cessé d'être membre de la Chambre des communes, la mort de son père, le comte de Portsmouth, l'ayant fait passer à la Chambre des lords, ils préfèrent pour son successeur un *home ruler* à un unioniste. M. George Lambert, un tout jeune homme, un libéral décidé, a obtenu 4,222 voix contre 3,010 données au candidat unioniste, très connu et très soutenu dans le Devonshire, M. Charles Buller. Dans les conditions où a eu lieu cette élection, une majorité gladstonienne de 1,212 voix se passe de commentaires.

### M. de Bismarck à Berlin.

Berlin, 14 novembre. Le prince de Bismarck, se rendant de Varzin à Friedrichsruh, a passé ce soir, à cinq heures, à Berlin. Des milliers de personnes, parmi lesquelles un grand nombre de dames, avaient afflué à la gare de Stettin pour lui faire une ovation. Le prince et la princesse, accompagnés de la comtesse de Rantzau, n'ont pas quitté leur compartiment. Les amis qui s'étaient donné rendez-vous à la gare, rompant le cordon des agents de police, se sont précipités vers la voiture qu'occupait l'ex-chancelier, ont tendu la main au prince et lui ont jeté des bouquets de fleurs si nombreux que M. de Bismarck, pour arrêter le flot, s'est écrié : « Mais où mettrai-je toutes ces fleurs ? » La foule, alors, a entonné le chant : *l'Allemagne avant tout !*

M. de Bismarck, se penchant à la fenêtre de la voiture, a fait signe qu'il désirait parler et a remercié vivement ses amis. « Je vous remercie, a-t-il dit, de tout mon cœur ; je suis heureux de constater que j'ai encore tant d'amis à Berlin. » A ce moment, l'émotion lui coupa la parole ; la foule, où se trouvaient des hommes et des femmes pleurant à chaudes larmes, entonna de nouveau le chant : *l'Allemagne avant tout !* Puis ce fut encore un véritable assaut donné à la voiture du prince ; des centaines de mains se tendaient vers lui, tout le monde lui adressait la parole et lui criait la bienvenue. Le prince ne savait comment remercier tous les assistants.

Quand la voiture fut détachée du train qui l'avait amenée et se dirigea avec un autre train vers la gare de Leht, de vives acclamations se firent de nouveau entendre : « Venez à Berlin, criaient de toutes parts. Venez au Reichstag ! »

A la gare de Leht, une ovation semblable lui fut faite.

M. de Bismarck avait fort bonne mine ; la princesse, sa femme, paraissait, au contraire, fort souffrante.

On raconte cependant que M. de Bismarck a dit à un de ses électeurs de Gesteimund : « Dites à mes amis que je ne pourrai pas facilement, pour le moment, me rendre à Berlin pour assister aux séances du Reichstag et que, d'ailleurs, il n'y a aucune raison urgente qui m'y oblige. »

### La crise brésilienne.

Comme toujours, nouvelles contradictoires : Les dépêches officielles de Rio affirment que tout va au mieux et que le mouvement de Rio Grande do Sul est sans importance.

Les dépêches de source américaine disent que le séparatisme gagne du terrain dans cette province, que ses partisans, commandés par le général Fernandez, se sont emparés de la ville de Rio-Grande-do-Sul sans effusion de sang. On assure bien que Yguarou, Santa-Victoria et Porto-Alegre restent fidèles au maréchal Deodoro da Fonseca. Mais le reste de la province s'est rangé du côté des insurgés. Ceux-ci ont fait une grande levée de volontaires. Leurs forces se composent de cinq régiments d'infanterie et un régiment de cavalerie. On croit qu'ils attaqueront bientôt les trois villes qui ne sont pas encore associées au mouvement pour s'emparer avant l'arrivée des navires envoyés par le maréchal da Fonseca.

## INFORMATIONS DIVERSES

— La duchesse de Montpensier va mieux. On espère la guérir.

— Le plus grand boucher de Berlin, M. Tiedemann, vient de faire faillite. Cet événement cause une grande sensation venant après les sinistres financiers des derniers jours.

On attribue la déconfiture de M. Tiedemann au fait qu'il vivait sur un grand pied et jouait gros jeu.

— Le prince de Hohenlohe a acheté pour l'empereur allemand le château de Gensbourg dans les Vosges, près du Nideck ; il sera restauré et servira de rendez-vous de chasse.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

Ecoles primaires. — Il y a en Suisse environ 497,000 écoles primaires et secondaires. Le corps enseignant compte environ 10,400 membres, parmi lesquels 2900 institutrices primaires et 200 institutrices secondaires. Une classe primaire compte en moyenne 52 élèves, tandis qu'il n'y en a que 19 dans une classe secondaire. La moyenne la plus favorable pour l'enseignement primaire se trouve dans le canton des Grisons (30 élèves) ; la plus élevée se rencontre dans les Rhodés-Extérieures d'Appenzell (91 élèves).

Allumettes. — On mande de Berne, le 14 novembre, que, dans sa séance de ce jour, le Conseil fédéral s'est occupé du monopole des allumettes. Les avis sont divergents, plusieurs membres étant disposés à préférer l'interdiction de fabriquer des allumettes au phosphore jaune à l'introduction du monopole. Aucune décision définitive n'a été prise.

## NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Il existe dans le Jura bernois radical une espèce de société secrète d'assurance mutuelle appelée *l'Union*, dont les membres se promettent réciproquement protection et appui et qui fait sentir son œuvre jusque dans l'administration de la justice.

Récemment, un ouvrier de Reconvilier nommé Erismann avait porté plainte pour sévices et diffamation contre son patron, M. Hippolyte Frêne. Celui-ci est membre de *l'Union*. De même le juge Périnat, auquel la plainte était déferée.

Par arrêt du 4 novembre, la Chambre d'accusation, à Berne, statuant sur une demande de récusation du plaignant, a effectivement débouté le juge Périnat, attendu que *l'Union* crée entre ses membres des liens si intimes que des tiers sont fondés à douter de l'impartialité du juge lorsque celui-ci fait partie de l'association en même temps qu'un des parties en cause.

Voilà un intéressant arrêt et qui éclaire d'un jour étrange les mœurs publiques du Jura bernois.

— La population du village jurassien de Vicques vit dans une inquiétude que l'on comprendra quand on saura que l'on vient de découvrir trois tentatives d'incendie où l'intention criminelle est évidente. Grâce à de prompts secours, il n'y a pas eu de dégâts à déplorer, mais le danger n'en a pas moins existé pour plusieurs propriétaires, et peut-être pour une partie du village. La justice informe.

VALAIS. — On nous écrit de Sion, le 14 novembre :

« Le feu a de nouveau éclaté, ce matin, à 7 heures, dans une maison de la rue du Grand-Pont. Grand émoi dans la population, encore sous l'impression de l'incendie de la veille. En un instant, les pompes ont été sur pied, et comme il ne s'agissait que d'un grand feu de cheminée, on a été rapidement maître du pétil. Les dégâts sont insignifiants. »

## CANTON DE VAUD

### GRAND CONSEIL

Séance du 14 novembre.

LE BUDGET DE 1892

On achève la première lecture du budget de 1892 ; le chapitre des recettes avait été laissé en suspens jusqu'au vote de la loi d'impôt.

M. PACCAUD, rapporteur, propose au nom de la commission d'augmenter de 40,000 francs le revenu de l'impôt mobilier. En 1890, il a produit 1,322,535 francs, et le Conseil d'Etat ne le porte en recettes, dans le budget de 1892, que pour 1,280,000 francs. Cette diminution ne paraît pas justifiée ; on peut revenir à 1,320,000 francs.

M. DÉCOPPET, conseiller d'Etat, fait remarquer que le produit de l'impôt mobilier, en 1890, a été enlévé de 40,000 francs environ par des restitutions d'impôt, ensuite d'amendes. En 1891, l'Etat a déjà encaissé, de ce chef, 37,000 francs. Mais ce sont là des cas exceptionnels dont on ne peut pas prévoir le retour périodique. Il vaudrait mieux ne pas faire fond sur ces aubaines du hasard. M. Décoppet concède cependant qu'on pourrait augmenter un peu les prévisions du budget, et il propose de porter le chiffre des recettes de l'impôt mobilier à 1,300,000 francs. C'est une augmentation de 20,000 francs au lieu de celle de 40,000 francs demandée par M. Paccaud.

La proposition de M. Décoppet est acceptée. Le déficit présumé du budget est donc diminué de 20,000 francs.

### PÉTITIONS RELATIVES AUX ROUTES

M. THÉLIN rapporte sur trois pétitions.

La première demande une amélioration de la route de Morges à la Vallée, entre Collombier et Cottens. Elle émane d'un certain nombre de communes du pied du Jura. M. Thélin en propose le renvoi au Conseil d'Etat avec recommandation.

M. GAULIS, de Vuillens-le-Château, explique qu'il s'agit de deux corrections bien distinctes. L'une, qui concerne une pente de plus de 12 0/0, est nécessaire, et tout le monde est d'accord pour la demander. L'autre porte sur une pente de 6 0/0. Il ne semble pas que ce soit là un travail urgent ; on pourrait très bien se passer de cette correction, à moins qu'on n'ait de l'argent à gaspiller. C'est l'avis de la commune de Collombier sur le territoire de laquelle se trouve ce tronçon de route.

M. JORDAN-MARTIN promet que le département des travaux publics examinera la chose de près et ne se lacerera pas dans des travaux de luxe. Il y a assez de places où on peut mettre l'argent de l'Etat et on ne le gaspillera pas.

Les conclusions de la commission sont votées. La seconde pétition est signée par la municipalité d'Oulens sur Lucens. Cette commune, désireuse d'améliorer une route qu'elle remettrait plus tard à l'Etat comme route cantonale, demande un subside dans ce but.

La commission estime qu'on ne peut entrer dans cette voie, qui créerait un regrettable précédent. Elle propose de renvoyer la pétition au Conseil d'Etat pour examen. Adopté.

La troisième pétition demande que la route de Cronay à Yvonand soit classée comme route cantonale et corrigée sur un certain parcours.

La commission, d'accord avec le Conseil d'Etat, reconnaît que cette classification serait justifiée. Mais Cronay aurait dû présenter sa demande en temps utile, soit pendant l'élaboration de la loi de 1888. On ne peut déjà réviser cette loi.

La pétition est renvoyée au Conseil d'Etat pour être jointe au dossier concernant le classement des routes.

### SECONDS DÉBATS

Le Grand Conseil vote en second débat et définitivement :

- un décret conférant la personnalité morale à l'Union ouvrière de Yvonand ;
- six décrets de naturalisation ;
- un décret renouvelant les pouvoirs du Conseil d'Etat sur les mesures à prendre pour la manutention des matières explosives et inflammables ;
- le décret constituant l'entreprise du reboisement de la plaine du Rhône.

### EAUX DE CHARNEX

Sur un rapport favorable de M. DE MEURON, le Grand Conseil vote en première lecture, sans amendements et sans discussion, un décret constituant, sur la base de la loi de 1881, une petite entreprise fluviale pour la correction des eaux de Charnex. Le devis total est de 18,000 francs qui seront payés : le 40 0/0 par l'Etat, le 40 0/0 par la commune du Châtelard, le 50 0/0 par les propriétaires de terrains du périmètre intéressé.

### LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS

Le projet de loi sur la répression des contraventions en matière administrative donne lieu, en seconde lecture, à un débat très compliqué et qu'il serait fastidieux d'exposer en détail aux lecteurs de la *Gazette*. Il s'agit de questions de procédure, très arides, et d'intéressant guère que les avocats.

La discussion, à laquelle prennent part MM. Delessert, de Meuron, Rochaz et Virieux, porte entre autres sur ce point : Doit-on faire signer au délinquant le procès-verbal constatant la contravention ?

M. Delessert estime que c'est fâcheux ; dans un moment d'effarement, une personne faible peut signer

un procès-verbal qui entraînera nécessairement sa condamnation, alors qu'elle aurait des moyens de défense. — M. Virieux objecte que, même dans le cas où le contrevenant aura signé, il pourra attaquer le rapport. — M. de Meuron croit qu'il sera très difficile, sinon impossible, de s'inscrire en faux contre sa propre signature ; il est pour la proposition de M. Delessert, moyennant quelques changements dans la rédaction des autres articles. — La disposition exigeant que le contrevenant signe le rapport est supprimée.

Mais cette suppression entraîne, dans le reste de la loi, tant de modifications, et les amendements surgissent si nombreux, qu'il devient difficile de s'y reconnaître. Sur la proposition de M. Boiceau, on décide de laisser le second débat ouvert jusqu'à réimpression complète du projet avec tous ses amendements.

Notons encore que la commission renonce, en seconde lecture, à une modification importante qu'elle avait introduite dans la loi en premier débat. Il s'agit de l'attribution du tiers de l'amende au délinquant. Par des considérations de haute moralité, la commission avait proposé qu'à l'avenir on ne donnât rien au délinquant. Mais on lui a fait remarquer, d'une part, que pour la constatation de certains délits, les délits de chasse entre autres, l'attribution d'un tiers de l'amende aux délinquants était un stimulant précieux, et que, d'autre part, en supprimant cette répartition elle enlevait 3000 francs par an à la caisse de retraite de la gendarmerie.

La commission renonce donc à son premier projet et propose de laisser à chaque loi le soin de dire comment l'amende sera répartie.

### REVISION DE LA LOI SANITAIRE.

Les trois modifications, déjà votées, de la loi sanitaire de 1886 passent en second débat sans opposition. Mais M. BUCHET propose une modification nouvelle ; il voudrait que l'Etat prit à sa charge les frais d'équarrissage et d'enfouissement des pièces de gros bétail périés ou qu'on a dû abattre.

M. DEBONNEVILLE, conseiller d'Etat, est d'accord en principe, mais il pense qu'on pourrait répartir cette dépense entre le fonds de réserve pour les cas d'épidémies et la caisse de l'Etat. Il faudrait pour cela réviser non seulement l'article 169, que vise M. Buchet, mais l'art. 131.

Du reste on s'est aperçu, après le premier débat, que les modifications votées par le Grand Conseil sur les propositions de sa commission, entraînent forcément des changements de rédaction à un certain nombre d'articles de la loi, non prévus par le décret. Il y a donc lieu de laisser le second débat ouvert jusqu'à ce que des propositions de coordination puissent être présentées.

Le second débat reste ouvert, mais la modification demandée par M. Buchet est votée en principe.

### IMPOSITIONS COMMUNALES

Les seconds débats deviennent aussi intéressants que les premiers ont été ternes.

Une longue discussion s'engage sur les projets d'impôts de la commune du Chenit.

La commune a demandé, entre autres, l'autorisation de percevoir une taxe de 50 centimes par 1000 francs de la valeur des bois croissant sur son territoire. Il s'agit non de la valeur cadastrale du sol des forêts, mais de la valeur du bois. Des experts seraient chargés de fixer, pour chaque propriétaire, la somme sur laquelle l'impôt serait perçu.

C'est M. BURNIER, de Bière, qui lève le lièvre. Il demande que ce paragraphe du projet de décret soit renvoyé au Conseil d'Etat pour un nouvel examen qui, dans sa pensée, en amènerait la suppression.

M. LECOLLEUR proteste. La commune du Chenit, très obérée, a besoin de nouvelles ressources. Les forêts sont très peu taxées au cadastre et paient un impôt foncier dérisoire. Mais leur bois constitue un gros capital, qui peut être imposé.

M. DEBONNEVILLE avoue que le Conseil d'Etat, et après lui la commission du Grand Conseil, préoccupés surtout de l'opposition formulée par les vétéristes contre les projets d'impôt de la commune du Chenit, n'ont pas vu découvrir tout d'abord la grosse innovation qui se dissimulait sous cette taxe de 50 centimes par 1000 francs de la valeur des bois. Il s'agit en réalité d'un renversement de tous nos principes en matière fiscale. Jusqu'ici la taxe du cadastre était la seule base admise pour la perception de l'impôt foncier ; la commune du Chenit veut lui substituer une taxe nouvelle, qui tiendrait compte non plus de la valeur du sol, mais de la valeur de la récolte. Cela paraît inadmissible et contraire à la loi. En outre, le système nouveau présenterait de graves inconvénients. Il nuirait à la conservation du domaine forestier, en ce sens que le propriétaire serait tenté de couper son bois pour ne plus payer la taxe. Les difficultés d'application en seraient grandes : un travail de taxation comme celui qu'on propose est très coûteux ; de plus il ne présenterait aucune garantie d'impartialité s'il était confié à des experts désignés par les autorités communales elles-mêmes ; il faudrait donner aux contribuables de sérieuses garanties à cet égard.

Pour toutes ces raisons il ne semble pas que ce paragraphe du projet de décret puisse être admis. M. Debonneville propose d'interrompre le débat et de renvoyer le décret à la commission qui l'examinera de rechef, de concert avec le Conseil d'Etat et les délégués des autorités du Chenit.

Cette proposition est admise après un discours de M. CRÉTEAU, qui montre, avec beaucoup de force, le vice originel du système. Taxer les bois, c'est faire payer aux forêts deux impôts : un sur le sol, un sur la récolte. C'est comme si, indépendamment de l'impôt foncier qu'elles paient, on frappait les vignes d'un impôt spécial sur la récolte pendante. Il serait inexact d'objecter que la forêt ne donne pas une récolte annuelle. Si la forêt est suffisamment grande pour être soumise à un plan d'aménagement, le propriétaire en retire chaque année un produit ; si elle est petite, il ne touche sa récolte qu'au bout de 60 ou 80 ans sous forme d'une coupe rase ; mais pendant ce long laps de temps il a payé chaque année l'impôt foncier. Le résultat est donc le même.

Le renvoi du décret à la commission est voté, et la séance est levée à midi moins dix.

### Rue du Pré et rue du Flon.

Le Grand Conseil doit discuter, cette après-midi, un projet de décret autorisant la commune de Lausanne à exproprier éventuellement, par voie d'estimation juridique, les terrains nécessaires à la transformation des rues du Pré et du Flon.

Nous rappelons les conditions dans lesquelles l'affaire se présente. Au commencement de l'année 1890, la municipalité de Lausanne nant le Conseil d'Etat d'un projet de redressement et de relargissement de la rue du Pré. Ce projet émanait d'un comité d'initiative composé de MM. Paquier, notaire ; Rouge, architecte ; Charles Masson, banquier ; Bippert, ancien juge cantonal ; Jules Brun, banquier ; Ruchonnet, directeur de la Banque cantonale ; Jean Meyer, ingénieur ; Charles Picot, entrepreneur ; Welty, appareilleur.

Les fondations du mois de juin 1889 avaient attiré l'attention sur les dangers qui peuvent résulter du tracé tortueux du cours du Fl



largeur et introduire dans ce quartier l'air et la lumière qui lui manquent.

Le cours du Flon serait redressé sur une longueur de 200 mètres, la largeur de la rue du Pré serait portée à 10 mètres et celle de la rue du Flon à 8 mètres.

Cette transformation ne peut s'effectuer qu'en démolissant un assez grand nombre de maisons, à droite et à gauche de la rue du Pré actuelle. Le comité évalue le coût de l'entreprise à 3 1/2 millions, et le revenu des immeubles reconstruits à 160,000 fr. Il compte sur un appui financier de la commune de Lausanne, sous une forme à déterminer ultérieurement; mais avant d'arrêter les bases de cette participation, il lui importe de connaître exactement la dépense qui lui incombera pour l'acquisition des immeubles à démolir. Le seul moyen pour lui de se renseigner à cet égard est de procéder à une expropriation éventuelle de ces immeubles.

L'expropriation devrait porter non seulement sur le sol à affecter aux nouvelles voies publiques et à la rectification du Flon, mais aussi sur le sol destiné à recevoir de nouvelles constructions, suivant des alignements déterminés.

Dans une conférence qui eut lieu le 24 avril 1890 entre les délégués du Conseil d'Etat et de la municipalité de Lausanne, il fut constaté que l'expropriation projetée constituait une extension des bases généralement admises dans le canton de Vaud en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi du 22 mai 1875 sur la police des constructions prévoit que les communes peuvent assurer l'exécution de leurs projets de construction ou de transformation des voies publiques en expropriant les parcelles comprises dans le tracé. Est-il contraire à la lettre et à l'esprit de la constitution du canton de Vaud d'étendre cette faculté aux terrains nécessaires pour assurer, le long des nouvelles voies, la construction de bâtiments convenables, soit au point de vue de la salubrité, soit à celui de l'aspect architectural, comme cela se pratique dans un certain nombre de villes suisses, telles que Berne, Zurich, Lucerne, Bienne, etc. ?

Les représentants de l'Etat, dans la conférence du 24 avril 1890, exprimèrent l'avis que, même en présence d'une opinion favorable des juristes consultés, le Conseil d'Etat se croirait obligé de soumettre au Grand Conseil la demande d'expropriation éventuelle, vu l'importance de l'opération et son caractère nouveau.

Une consultation juridique fut demandée par la municipalité de Lausanne à MM. Berner, Rambert et Paschoud, avocats. Les conclusions en sont les suivantes :

1° L'autorité législative peut, en vertu des dispositions constitutionnelles sur la garantie de la propriété, autoriser l'expropriation non seulement des immeubles nécessaires au percement des nouvelles rues projetées, mais encore de tous les immeubles formant actuellement les rues du Pré et du Flon nécessaires pour pouvoir border les rues nouvelles de maisons convenablement construites.

Le fait que la Société qui se formerait pour réaliser cette entreprise d'intérêt général poursuivrait un but d'opinion, ne saurait être un obstacle à cette expropriation, sans cela il eût fallu refuser le droit d'expropriation aux Compagnies de chemins de fer, qui ne se forment et ne réalisent leur entreprise que par l'appât de dividendes à leurs actionnaires. Rien n'empêcherait que le droit d'expropriation, au lieu d'être accordé à la Commune de Lausanne, fût attribué à la Société elle-même qui se chargerait de l'entreprise, ainsi que cela a lieu pour les chemins de fer.

2° Si le Grand Conseil partageait les vues qui viennent d'être exprimées sur l'intérêt qu'il y aurait pour le public à la réalisation du projet, un simple décret de cette autorité le déclarant d'utilité publique et conférant à la Commune de Lausanne ou à la Société en formation le droit d'expropriation, serait, en vertu de la Constitution, suffisant pour que l'expropriation pût s'opérer sans aucune résistance possible.

3° On peut, il est vrai, toujours recourir au Tribunal fédéral en prétextant la violation des droits constitutionnels. Mais, de l'avis des soussignés, un recours qui serait exercé par ce motif contre un décret d'expropriation du Grand Conseil du canton de Vaud, devrait être écarté sans être même pris en considération.

A la suite de cette consultation, la municipalité a conclu, le 13 mars 1891, avec le comité d'initiative, une convention par laquelle la commune de Lausanne s'engage à demander pour elle-même au Grand Conseil l'autorisation de procéder à l'expropriation éventuelle des immeubles, les frais étant partagés par moitié entre la commune et le comité. Cette convention a été ratifiée le 11 mai par le conseil communal.

Le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec MM. Berner, Rambert et Paschoud et avec la municipalité de Lausanne. Il croit que l'extension qu'on propose de donner au droit, jusqu'ici un peu étroit, d'envisager dans le canton l'expropriation pour cause d'utilité publique est justifiée au point de vue légal, et qu'elle se justifie encore plus par les nécessités créées par les besoins actuels de la civilisation. Il soumet donc au Grand Conseil un projet de décret accordant à la commune de Lausanne l'autorisation demandée.

Ce décret a été renvoyé à l'examen d'une commission composée de MM. Léon Perret, député de Montreux; Bregand de Morges; Richard de Nyon; Jacques Perrin, de Payerne; et Bonard, de Romanel.

VEVRY. — L'hospice du Samaritan se trouvant en présence d'un déficit considérable, le comité se voit

forcé d'avoir recours à une vente pour le combler. Cette vente aura lieu dans le courant du printemps. Le comité compte sur le concours de tous les bienfaiteurs de l'œuvre et de tous les amis des malades.

— Un certain nombre d'émigrants nouveaux sont partis de Corsier, la semaine dernière, pour le Nouveau-Mexique.

CHATEAU-D'OEUX. — La première neige de l'hiver a fait cette année son apparition dans le bas de la vallée le 12 novembre, soit environ un mois plus tard que l'année dernière, dit le Progrès. La neige couche qui recouvrait les prairies inférieures n'a cependant pas tardé à disparaître, la température étant relativement douce.

ORBE. — La vente annuelle qui a eu lieu le 9 novembre, en faveur de l'infirmerie d'Orbe, a produit 1235 fr.

LONGIROD. — La paroisse de Longirod fêtera le 29 novembre, par un modeste banquet, le centenaire d'un de ses habitants. François Cathélat aura atteint, ce jour-là, l'âge de cent ans. Rare exemple d'une vieillesse jusqu'à ce jour sans infirmités, dit le Jura-Vaudois, il a gardé la pleine possession de ses facultés, la vigueur de ses sens, presque la force de sa jeunesse. Ce vieillard a vécu une vie pénible, semée d'épreuves douloureuses. Peu à peu ont disparu ses enfants, soutiens naturels de sa vieillesse. Maintenant, il vit seul avec un frère âgé de 98 ans.

CHAMPAGNE. — Les dommages causés par l'incendie du 8 novembre, à Champagne, ont été évalués comme suit par la commission d'expertise : Bâtimens, 42,000 francs; Mobilier, 21,548 francs. Total, 63,548 francs.

C'est la somme la plus considérable que la caisse d'assurance aura à payer pour 1891.

BRENLES. — Un incendie original, c'est celui de Brenles: le hangar de la pompe à incendie a brûlé. La pompe n'a aucun mal; on l'avait sortie pour permettre à la jeunesse de l'endroit de danser. Un partie des archives communales, renfermées dans le dit local, ont été détruites. Les dommages s'élèvent, pour le bâtiment, à 650 francs.

## LAUSANNE

Hospice de l'Enfance. — L'assemblée générale de cet établissement a eu lieu le 7 novembre.

Le rapport résume ainsi qu'il suit les comptes de l'exercice, clos le 31 décembre dernier :

Dépenses : 17,552 francs.  
Recettes : 11,830 »

Déficit : 5,722 francs.

L'exercice précédent soldait déjà par un déficit de 13,857 francs et le fonds de réserve qui, en 1887, s'élevait à la somme de 28,240 francs, est tombé à 3004 francs.

Il suffit de citer ces chiffres pour faire ressortir combien la situation est précaire et à quel point cette utile institution mérite d'être soutenue. Les besoins sont nombreux, ils sont souvent urgents et il serait désastreux d'avoir à ralentir l'activité de l'hospice; mais, pour soigner et entretenir les malades, il faut des ressources, beaucoup de ressources, et le comité adresse au public un pressant appel à ce sujet.

L'hospice a traité en 1890 222 enfants (dont 138 vaudois, 64 suisses d'autres cantons et 20 étrangers) représentant 8813 journées d'hospice. La durée moyenne de séjour, par enfant, est de quarante jours.

Jadis, des cas de maladie peu graves encombraient trop souvent les dortoirs, au détriment des affections sérieuses et des opérations chirurgicales. Actuellement grâce à son dispensaire, l'hospice est entièrement rendu à sa véritable signification et, d'autre part, le traitement « ambulatorio », appliqué sans inconvénient à un très grand nombre de malades, laisse heureusement subsister les liens et les obligations de la famille. Le dispensaire a traité 1103 enfants et a donné 4369 consultations en 1890, soit, en moyenne, un peu plus de quatre consultations par malade.

Les deux soirées qui vont être données au profit de l'hospice : représentation dramatique et audition musicale du 17 novembre (Société littéraire et Fanfare lausannoise); puis concert de piano et d'orchestre du 20 novembre (Mlle de G. et l'Orchestre de la Ville) sont, l'une et l'autre, chaudement recommandées au public.

Société littéraire. — Nous rappelons la soirée que donne dans la grande salle du théâtre, demain mardi, à 8 heures, la Société littéraire de Lausanne avec le bienveillant concours de la Fanfare lausannoise. Le programme en est charmant, il a été bien étudié et les deux comédies sont montées, nous assure-t-on, avec beaucoup de soin.

Le bénéfice net est destiné à l'Hospice de l'enfance et aux cuisines scolaires. Le plaisir offert au public par la Société littéraire de Lausanne se double donc d'une bonne action.

Conférences. — Mme Berthe Vadier fait aujourd'hui, à 5 heures, au Casino-Théâtre, sa première

conférence sur Jean-Louis Vivès, un moraliste du XVI<sup>e</sup> siècle et son livre *l'Education de la femme chrétienne*.

— Demain, mardi, dans sa dernière conférence, M. J. Carrara traitera de l'hygiène publique et privée d'autrefois. Il fera une histoire rapide de la voirie parisienne; puis il s'en prendra aux médecins et aux apothicaires, et, pénétrant dans leurs officines, les montrera occupés à méditer et à composer d'inévitables remèdes, dont on ne se relevait pas. Cette dernière séance, particulièrement, abondera en détails curieux et intéressants.

— Les personnes qui apprécient les jouissances d'ordre intellectuel seront heureuses d'apprendre que la Société industrielle et commerciale organise une série de conférences populaires sur des sujets historiques, scientifiques, littéraires, qui seront données le samedi, à 8 heures du soir, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, dès la fin de novembre 1891 à la fin de mars 1892.

La première séance aura lieu le samedi 28 novembre; M. H. Mayor, professeur à l'Ecole normale, racontera un voyage d'Estivayer-Bellinzzone; — le samedi 12 décembre, M. Benoit, professeur au collège Galliard, parlera de la Toscane, et le 19 décembre, M. E. Rapin exposera la vie du compositeur Félix Mendelssohn-Bartholdy.

On annonce en outre pour le commencement de l'année prochaine des conférences de M. Oetli, professeur, sur la viande de boucherie; de M. Aigroz, ministre, sur Edmond Scherer; de M. J. Berner, professeur, sur l'Etat moderne, etc. Comme précédemment, la municipalité de Lausanne a bien voulu accorder gratuitement l'usage de la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, qui sera chauffée et éclairée.

## CHRONIQUE AGRICOLE

BLÉS ET FARINES

(Communiqué par la Société des meuniers vaudois.)

14 novembre 1891.

Les forts arrivages de blés russes et américains qui se sont succédés sans interruption depuis deux mois ont fait fléchir les prix pour la marchandise disponible, mais ce recul a été de peu de durée.

Depuis quelques jours, les prix se sont sensiblement relevés et ont regagné tout le terrain perdu.

La Russie a prohibé la sortie de toutes les céréales à l'exception du froment. Cette mesure et avant tout les grands besoins de presque toute l'Europe sont les motifs du relèvement du cours des blés.

Les blés russes valent, suivant mérite, de 24 fr. 50 à 28 fr. 50, franco les stations du J.-S.

Les blés du pays sont très variables comme qualité et surtout comme siccité; ils se paient premier coût sur les divers marchés du canton de 24 fr. à 25 fr. 50 les 100 kilos.

Le prix des farines est inchangé :  
Fleur de farine, 44 fr. logé les 100 kilos.  
Farine première, 40 »  
Farine seconde, 37 »

## DÉPÊCHES

Berne, 16 novembre. — M. Marti a fait hier devant les délégués du parti radical bernois une conférence sur l'achat du Central.

L'honorable directeur du Jura-Simplon a d'abord établi par des chiffres connus que le prix payé par la Confédération n'est pas trop élevé, puis il a plaidé que ce mode de nationalisation est, dans le moment actuel, le plus rapide, le plus rationnel et le plus pratique. Dans le système de l'expropriation il faudra aussi payer aux propriétaires des lignes une pleine indemnité.

Parlant de l'attitude de la Suisse romande et particulièrement du canton de Vaud, M. Marti a dit que celui-ci voulait non pas nationaliser, mais « cantonaliser » les chemins de fer.

Quant les Vaudois disent que leur canton a été bernisé (bernerisé), ils usent d'un mot à effet qui n'a pas de sens. Jusqu'ici l'air de Berne a fait du bien à tous ceux qui l'ont respiré. Les deux hommes d'Etat les plus marquants que le canton de Vaud ait produits en ces dernières années, MM. Ceresole et Ruchonnet, sont aussi des Vaudois, mais ils ont respiré l'air de Berne et ils y sont devenus mieux disposés envers la Confédération (*freund-sinnig*).

Pour les Bernois l'achat du Central est une affaire d'honneur. Il s'agit de continuer la politique suivie depuis trente ans par le canton de Berne en matière de chemins de fer et de mener à chef la lutte que, depuis trente ans aussi, Berne mène contre le Central.

La conférence de M. Marti a été très applaudie.

Zurich, 16 novembre. — L'assemblée des délégués des sections zurichoises du Grütli s'est prononcée contre l'achat du Central.

Elle a pris des résolutions proclamant le droit au travail et la nécessité des tribunaux de prudhommes.

Winterthur, 16 novembre. — La Kreditbank, au capital-actions de 2 millions, a suspendu ses paiements. On croit cependant que les créanciers pourront être presque totalement désintéressés.

Lucerne, 17 novembre. — Une réunion de 300 délégués du parti conservateur a eu lieu hier à Sursee. Après avoir entendu un éloquent discours de M. Zemp, conseiller national, l'assemblée a voté le rejet de l'achat du Central.

Un certain nombre de délégués conservateurs des cantons voisins assistaient à l'assemblée.

Lucerne, 16 novembre. — La société *Frei Land*, pour la nationalisation du sol, était réunie hier dans la salle du Grand Conseil sous la présidence de M. Schar, de Berne, au nombre d'environ 90 délégués.

M. Metzger, de Berne, a fait un rapport sur l'activité de la section bernoise. — M. Flurscheim a parlé du rôle du capital dans la production.

L'assemblée a voté une résolution en faveur de la Banque d'Etat fédérale, attendu qu'une banque d'Etat peut seule suffisamment aider le gouvernement dans la solution des questions économiques et sociales, en particulier du crédit agricole et de la réforme du système hypothécaire.

On a décidé d'attendre encore avant de publier un journal de la société. Bâle aura, pour l'an prochain, le comité central.

Zoug, 16 novembre. — Par 1500 voix contre 700, malgré une opposition très vive du parti libéral, le peuple de Zoug a adopté la loi créant une banque cantonale.

Bellinzona, 16 novembre. — La cueillette des signatures ne marche pas; les promoteurs du pétitionnement commencent à croire que la demande de referendum n'aboutira pas.

Le palais du gouvernement et la salle du Grand Conseil seront prochainement éclairés à la lumière électrique.

Berlin, 16 novembre. — Les journaux berlinois, continuant leur campagne contre les valeurs russes, parlent de conspirations et de graves émeutes agraires dans les provinces où règne la disette. Ils ne donnent aucun détail précis.

Madrid, 16 novembre. — La *Epoca* dément qu'il soit question de faire un grand emprunt intérieur.

Paris, 16 novembre. — L'empereur dom Pedro a déclaré à un journaliste venu pour l'interviewer qu'il serait prêt à retourner au Brésil si la nation le demandait, afin d'empêcher le démembrement de sa patrie.

Leus (Pas-de-Calais), 16 novembre. — Une réunion de délégués mineurs a voté la grève générale par 48 voix contre 46.

## SECONDE ÉDITION

Genève, 16 novembre. — La proclamation du résultat de l'élection, hier soir fort tard, au palais électoral, a été accueillie par d'immenses acclamations.

Une nombreuse assemblée populaire s'est réunie ensuite au cercle démocratique.

MM. les conseillers d'Etat Ador, Dufour, Boissonnas et Dunant y ont prononcé des discours chaleureusement applaudis. Ils ont déclaré que le nouveau Conseil d'Etat continuera à vouer toutes ses forces à la réforme de l'administration et à la pacification du pays.

Presque tous les orateurs ont insisté sur le fait que cette fois le parti démocratique vient de triompher par ses seules forces et sans le secours d'aucune alliance. Depuis la dernière votation, il a gagné 700 voix sur les radicaux et possède dans le pays une majorité de 1500 voix.

## LES LIVRES

COQUETTE, par William Black. Nouvelle traduite librement de l'anglais, par Jean Robert. — 1 vol. in-12, Genève, Gauchat et Eggmann, 25, rue du Rhône.

Il suffit de signaler cette nouvelle mise en vente d'un agréable récit dont la *Gazette* a déjà rendu compte au moment où il fut publié à Orbe. C'est honnête, intéressant et gentiment écrit. Recommandé aux bibliothèques populaires.

ZUM BEGRIFF DER PRESSEFREIHEIT NACH SCHWEIZERISCHEM RECHTE, von Dr. Hermann Huber, Fürsprecher. — 1 brochure in-8, Berne, K.-J. Wyss, éditeur.

Nous signalons cette intéressante brochure aux personnes qui s'occupent de la question, plus actuelle que jamais, de la liberté de la presse. M. Huber nous paraît l'avoir traitée d'une façon assez complète.

Ed. FEHR, éditeur.

## Résumé météorologique.

Octobre 1891.

La température moyenne de ce mois est de 10°6, c'est donc 1°3 de plus que la normale du mois qui est au Champ-de-l'Air de 9°3. Les deux premières décades surtout ont été exceptionnellement chaudes, 11°9 du 1<sup>er</sup> au 10 et 12° du 11 au 20; en revanche, la température s'est notablement abaissée du 21 au 31; elle atteint seulement 7°9. Il y a eu durant ce mois deux jours froids (minimum au-dessous de zéro) les 30 et 31 et à cette dernière date même, la moyenne diurne n'atteint que — 0°3.

Les extrêmes absolus de température sont de 21°5 le 1<sup>er</sup> et — 4°7 le 31.

La température du sol a baissé lentement pendant ce mois, elle était de 11°5 le 2 octobre et de 11°3 le 30 octobre à la même profondeur; à 0°25, l'abaissement de température a eu lieu de 14°3 à 7°3, c'est un refroidissement de 7°. On a observé 8 jours de pluie au lieu de 13, mais la chute aqueuse est un peu supérieure à la normale : 112°°3 au lieu de 1°85. Il n'y a pas eu de chute de neige.

Ce mois a été notablement plus clair qu'il ne l'est de coutume, le nombre des heures de soleil s'est élevé à 173 1/4.

La variation barométrique n'a pas été très forte, les extrêmes sont 721°°2 le 31 et 702°°4 le 21.

D'après les observations de M. Bersier à Payerne, il est tombé dans cette localité 95°°6 d'eau sous forme de pluie; à Mimorey près Coinsins, la chute de pluie a atteint 116°°3.

H. DUFOUR.

## Pour cause de changement d'affaires considérable

nous sommes obligés de mettre en liquidation toutes nos affaires, soit pour dames comme pour messieurs. Les prix des étoffes de dernière nouveauté et des qualités supérieures, à partir de 75 cts. le mètre, sont extrêmement bon marché.

Expédition en mètres seuls et en pièces entières franco de port à domicile par la Maison Oettinger & Cie, Zurich.

P. S. Echantillons de nos collections riches par le retour du courrier franco. 4942

## L'homme qui a visité l'enfer.

Avez-vous jamais vu le portrait de Dante, par Gustave Doré? Le portrait d'un grand Italien par un grand Français? Si non, vous devriez le voir; mais une seule fois suffit. Un physionomiste telle que celle du poète florentin couvrirait de son ombre une convention politique irlandaise. Il n'est pas étonnant que l'on ait pu se dire l'un à l'autre, quand il passait :

« Voilà l'homme qui a été aux enfers ! » Nous remarquons souvent une allure semblable chez les personnes qui ont éprouvé de cruelles souffrances physiques, dont les chagrins sont nombreux et les plaisirs bien rares.

« Il y a treize ans », nous dit un correspondant, « je fus atteint d'une maladie qui commença par un mal d'estomac, puis s'étendit bientôt dans toute la région thoracique. Pendant neuf ans, j'en souffrais mal sans consulter aucun médecin. J'éprouvais de violents maux de tête, j'avais perdu l'appétit, je me sentais un mauvais goût à la bouche, j'étais très fatigué après les repas, et je me trouvais tellement faible et découragé que rien ne me faisait plaisir. Je me décidai enfin à consulter un médecin qui me prescrivit différents remèdes, entre autres, l'application d'un emplâtre sur l'estomac. Cela me soulagea pendant quelque temps, puis je retombai bientôt dans le même état. L'année dernière, j'en souffrais de nouveau, mais beaucoup. Comme je suis un simple ouvrier, ayant son travail pour nourrir une femme et ses cinq enfants, vous pouvez vous imaginer que quelques semaines sans travail m'avaient plongé, je me suis senti bientôt aperçu que mes moyens ne me permettaient pas de payer les médecins, quelque habiles qu'ils fussent, et j'étais au désespoir quant à ce que je devais faire. Autant qu'il m'était possible d'en juger, je ne voyais aucune lueur d'espérance. J'avais entendu parler du remède connu sous le nom de tisane américaine des Shakers, mais je n'en avais jamais fait usage. Sa réputation cependant était si grande, que je m'en procurai deux flacons. Je fus soulagé dès la première dose, et quatre flacons suffirent à me guérir complètement. Je travaillai avant à l'usine de Dornier (Nord) mais maintenant, je réside à Brez dans la Baucse. Je vous écris pour vous remercier du bienfait dont ma famille et moi nous sommes redevables à votre tisane. »

Signé : Jules BETHULLE, journalier, à Brez, Chef d'Unpeun, par Bèville-le-Comte (Eure-et-Loir), 23 mars 1891.

Ceci nous amène à observer combien il serait utile que tout le monde comprît l'organisme humain aussi bien que le métier ou l'occupation qui nous procure notre pain quotidien. Le mal dont souffrait M. Bethulle était l'indigestion chronique ou dyspepsie. De ce mal dérivent toutes ses souffrances qui n'en étaient que les symptômes. S'il avait possédé une bonne digestion, et par conséquent, un sang pur, il n'aurait jamais été atteint de l'indigestion, c'est-à-dire de la grippe, comme on l'appelle ordinairement. De même que l'eau ne saurait prendre feu, une maladie épidémique ne saurait atteindre une personne en bonne santé. Le danger de ces maladies n'existe que pour les personnes qui sont déjà malades. Une digestion difficile est la source de tous les maux. Pour avoir ignoré cette vérité, nombre de gens souffrent et meurent comme le font les animaux qui ne peuvent expliquer leurs souffrances sans s'autre préoccupation que celle de leur agonie.

L'art de guérir est inestimable, mais il vaut encore mieux prévenir le mal. Les forces, tout aussi bien que le temps, une fois perdues ne se retrouvent plus.

Espérons donc que ceux qui liront cette petite histoire sauront se prémunir contre toutes les éventualités par l'emploi immédiat de la tisane américaine des Shakers, afin de n'avoir point à nous faire, à leur tour, le récit de leurs souffrances.

Ce remède souverain élimine de l'organisme toutes les impuretés qui peuvent amener des maladies, stimule les fonctions digestives, fortifie les nerfs affaiblis et oppose aux mauvaises influences la sauvegarde d'une vigoureuse constitution.

Il suffit d'écrire à M. Oscar Fanyan, pharmacien, 4, place de Strasbourg, à Lille (Nord), pour obtenir gratis et franco la brochure illustrée.

Prix du flacon, 4 fr. 50; 1/2 flacon, 3 fr. Dépôt : Dans les principales pharmacies. Dépôt général — Pharmacie Fanyan, 4, place de Strasbourg, Lille. 6038

## Toiles coton écru et blanchies, pour chemises, draps de lit, etc., à 35 cts. le mètre, franco à domicile par le dépôt de fabrique Jemoli & Co., Zurich.

N. B. Echantillons de toutes les qualités et larg. (de 80 cm. jusqu'à 205 cm.) franco par retour.

Avec 8 centimes seulement par jour on peut faire usage des pilules suisses du pharmacien Richard Brandt, recommandées par les plus éminents professeurs et médecins de l'Europe, de sorte qu'il faut les préférer, sans aucune hésitation, à tous les autres remèdes comme eau de Sedlitz, élixir stomacique, mixtures, huiles de ricin, etc., etc., au moyen desquels on ne saurait atteindre l'effet agréable, sûr et absolument inoffensif des véritables pilules suisses du pharmacien Richard Brandt. 6015

## Horaires des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse (Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de	Mat.	Mat.	Mat.	Mat.	Mat.	Soir	Soir	Soir
Genève	—	—	8	10	14	15	2	4
Nyon	—	—	9	11	15	16	3	5
Yverdon	6	10	10	12	16	17	4	6
Evian	7	11	11	13	17	18	5	7
Morges	—	—	—	—	—	—	—	—
Chaux-de-Fonds	7	11	11	13	17	18	5	7
Neuchâtel	7	11	11	13	17	18	5	7
Montreux	7	11	11	13	17	18	5	7
Clarens	—	—	—	—	—	—	—	—
Vevry	—	—	—	—	—	—	—	—
Chaux-de-Fonds	7	11	11	13	17	18	5	7
Yverdon	7	11	11	13	17	18	5	7
Evian	7	11	11	13	17	18	5	7
Nyon	7	11	11	13	17	18	5	7
Genève	7	11	11	13	17	18	5	7

Evian-D. Ouchy A. 7.15 9.10 11.30 2.10 3.30 5.00

Ouchy D. 7.55 9.45 12.15 2.50 4.15 5.40

Départ de Mat. Mat. Mat. Mat. Jour Soir Soir Soir

Chillon	—	—	9	10	12	13	2	4	5
Chillon	—	—	9	11	13	14	3	5	6
Montreux	—	—	9	10	12	13	—	—	—
Clarens	—	—	9	10	12	13	—	—	—
Vevay	—	—	9	10	12	13	—	—	—
Vevey-L.	7	—	10	15	14	—	3	15	5
Evian	—	7	10	15	—	—	—	—	—
Thonon	6	8	10	11	13	3	4	6	20
Morges	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roche	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nyon	7	15	—	—	—	—	—	—	—
Genève	8	40	10	15	2	40	6	13	—
Ouchy D.	7	—	10	15	—	—	2	15	3
Evian Ar.	7	35	40	45	—	—	2	55	4



